

RFAS

Revue française des affaires sociales

LE CORPS : UN SUJET D'ACTION PUBLIQUE ENTRE BIOLOGIQUE ET SOCIAL

Séminaire en trois séances

les

1^{er} avril, 19 avril et 27 juin (matin)

Montparnasse - Immeuble Sud Pont

18 place des Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon 75015 Paris

[Entrée libre sur inscription](#)

La *Revue Française des Affaires sociales* (RFAS) organise un séminaire scientifique sur le corps comme sujet d'action publique afin de faire le point sur les besoins de connaissances sur ce thème et de préparer un dossier sur cette thématique. Celle-ci avait déjà été abordée dans la RFAS, sous l'angle des techniques médicales notamment (2009-1) et suscite actuellement un regain d'intérêt comme en atteste notamment la récente livraison de la revue *Terrains & Travaux* sur les gouvernements du corps (2018, n°32).

D'un point de vue scientifique, le corps intéresse à la fois les sciences naturelles et sociales. Pour les premières, il est notamment le résultat d'un assemblage complexe d'atomes formant des molécules, des cellules, des tissus, des organes, des os... Le corps est réifié, machine fonctionnelle, performante, il fait l'objet de recherches en biologie, en médecine, en génétique... Le corps fait par ailleurs l'objet d'une longue tradition philosophique qui s'inscrit dans les débats entre dualisme et monisme. Pour les sciences sociales, le corps est le résultat et le témoin du social, un construit social, que chacun décode et qui donne à voir nos origines. Par exemple, depuis les travaux de Marcel Mauss (1934), les chercheurs en sciences sociales se sont attachés à comprendre et à décrire comment le social s'incarne dans le corps, dans sa mécanique physique, dans ses usages, ou encore le soin qu'on lui porte.

D'un point de vue politique, le pouvoir de l'État sur le corps s'est notamment développé depuis le XVII^e siècle autour de deux pôles (Foucault, 1976) : d'une part les disciplines du corps visant à accroître ses aptitudes et de l'autre les régulations de la population englobant aussi la natalité.

Le corps est le support des traitements réservés à l'individu de la naissance à la mort : qu'il s'agisse de la régulation des comportements (distinction sphère publique / sphère privée) allant jusqu'à la détention, de la mobilité spatiale, de la reproduction ou de la promotion de conduites vertueuses (activité physique, diététique ...). C'est un objet essentiel de nombreuses politiques publiques, particulièrement dans les secteurs de la santé et du social.

Les avancées scientifiques de ces dernières années tendent à brouiller le clivage construit entre les domaines de connaissance et entre les deux conceptions du corps. Les recherches pluridisciplinaires en santé permettent d'appréhender le corps dans une double dynamique Social-Biologique et de dépasser la vision du corps comme reflet des différences sociales ou comme une machine hors social. C'est par exemple le cas de travaux épidémiologiques récents visant à mieux comprendre la construction des inégalités sociales de santé en étudiant comment le social « devient » biologique, comment il est incorporé, ce que Nancy Krieger a conceptualisé sous le terme d' « *embodiment* » (Krieger, 2005). Face à ces nouveaux apports de connaissance, le séminaire souhaite accompagner les réflexions des chercheurs et des professionnels sur l'incorporation du social dans le biologique et du biologique dans le social et la manière dont les pouvoirs publics s'en saisissent ou non.

À cette fin, trois axes d'interrogation se dessinent :

1. Bien que la façon dont l'action publique de santé contribue au gouvernement des corps soit l'objet régulier de recherches et de publications (T&T 2018/2 ; D. Fassin, D. Memmi 2006), l'analyse des évolutions en matière de surveillance et de régulation des corps (promotion de l'activité physique et de l'équilibre alimentaire, lutte contre le tabagisme, etc.), les nouvelles techniques de gestion des conduites corporelles, mais aussi les questions bioéthiques (don d'organes, fin de vie) et de filiation (procréation médicalement assistée) reste une entrée incontournable pour saisir la fabrication politique et sociale du corps. Il s'agit donc, dans ce premier axe, de questionner le lien entre institutions et corps. Comment le corps est-il façonné par les institutions ? Comment les normes qui le modèlent et le régulent sont-elles en train d'évoluer et comment sont-elles appropriées par les publics visés ? Suscitent-elles en retour des formes de résistances, d'évitement ou des modes d'appropriation particuliers ?
2. Le second axe interroge, à l'aune des travaux récents, la façon dont le corps constitue à la fois le support et le reflet des inégalités socio-économiques et de genre. Les inégalités sociales marquent les corps et façonnent l'héritage biologique sur plusieurs générations. Certaines dispositions corporelles augmentent le risque de développer des addictions, tout comme certains facteurs sociaux. Dès lors, comment s'imbriquent les facteurs biologiques et sociaux dans la fabrication des inégalités sociales et de santé ?
3. Face à ces enjeux, le troisième axe questionne la façon dont les pouvoirs publics se saisissent de ces recherches, d'autant que le contexte politique se montre aujourd'hui très favorable et à l'écoute des découvertes récentes en biologie (épigénétique) ou en neurosciences. La participation de personnalités scientifiques dans les instances politiques et les commissions législatives conduit à interroger l'interpénétration des sciences et du politique dans le domaine du corps et de la santé. Dans quelle mesure les

connaissances acquises en biologie et en génétique sont-elles utilisées pour façonner les programmes et dispositifs de lutte contre les inégalités sociales ? Quels liens avec les connaissances scientifiques liées à l'incorporation du social dans le biologique émergent-ils dans la lutte contre les inégalités sociales et de santé? Les nouvelles formes de contrôle du corps réduisent-elles ou au contraire renforcent-elles les inégalités sociales et territoriales en matière de santé, d'accès aux soins ?

Calendrier et programme

Le séminaire se déroulera en trois séances dans les locaux du ministère des Affaires sociales et de la Santé, 18 place des Cinq-Martyrs du Lycée Buffon, métro Gaîté, Pasteur ou Montparnasse.

- **Lundi 1er avril 2019, de 9h30 à 12h30 : Action publique de santé et gouvernement des corps**

La séance se tiendra en salle 4111R

Présidée par Cyrille Delpierre (INSERM), Aurore Lambert (RFAS) et Thibaut de Saint Pol (IDHES)

Cette première séance permettra d'introduire la réflexion autour de la thématique générale du séminaire et du numéro thématique à venir. Il s'agira de saisir l'élaboration d'un champ de recherche entre biologique et social, à partir des connaissances théoriques mobilisables dans les réflexions sur le lien biologique / social dans le gouvernement des corps. Seront également abordées les politiques publiques actuelles en rapport avec le corps et la définition même de ce champ de recherche et d'action publique.

Jean-Charles Basson, Politiste, Directeur de l'institut fédératif d'études et de recherches interdisciplinaires Santé et Société (IFERISS, FED 4142) et membre du Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP). « *La fabrication politique du gouvernement urbain de la santé. Le cas de la ville de Toulouse.* »

Marina Honta, Centre Emile Durkheim, Université de Bordeaux. « *Action publique de santé et gouvernement local des corps : résultats et perspectives de recherches* »

- **Vendredi 19 avril 2019, 9h30 à 12h30 : Le corps, support et reflet des inégalités sociales**

La séance se tiendra en salle 4232R

Présidée par Cyrille Delpierre (INSERM), Aurore Lambert (RFAS) et Thibaut de Saint Pol (IDHES)

Cette seconde séance approfondira des exemples des traductions des inégalités sociales sur le corps et sur ses représentations, notamment du point de vue de la santé et de l'espérance de vie. En axant ses réflexions sur les liens entre santé et déterminants sociaux, il s'agira de poursuivre les travaux engagés lors de la première séance en s'arrêtant sur un objet concret permettant de croiser les apports des sciences biologiques et sociales, dans des travaux mobilisant les regards disciplinaires croisés.

- **Maud Gelly**, CRESSPA, UMR 7217. « *Classement des publics et différenciation sociale des soins: enquête sociologique sur le dépistage du VIH* »
- **Géraldine Comoretto**, Printemps, UMR 8085. « *Alimentation, allaitement, environnement : la construction du rapport au corps et à la santé entre pratiques individuelles et injonctions normatives* ».

Jeudi 27 juin 2019, salle 4031R de 9h30 à 12h30 : **Pouvoirs publics et recherche sur l'intrication du biologique et du social**

Présidée par Cyrille Delpierre (INSERM), Aurore Lambert (RFAS) et Thibaut de Saint Pol (IDHES)

Dans la continuité des réflexions engagées lors des deux premières séances, cette dernière séance a vocation à réfléchir à la prise en compte des travaux de recherche, notamment sur les inégalités sociales, par les pouvoirs publics. Nous nous interrogerons d'une part sur l'impact de ces approches croisées biologique/social sur l'action publique, et d'autre part, sur les besoins de connaissance que génèrent ces nouvelles approches scientifiques pour les acteurs publics. Les débats et réflexions seront restitués dans l'appel à contribution du n° 2020-4 de la RFAS.

Anne-Marie Arborio, LEST, Université de Marseille et **Marie-Hélène Lechien**, GRESCO, Université de Limoges. *Intitulé de l'intervention à venir*

Cyrille Delpierre, Directeur de recherche, INSERM, Toulouse. « *Environnement social, incorporation biologique et inégalités sociales de santé* »

Corinne Lanzarini, IRIS, Université Paris 13. *Intitulé de l'intervention à venir*

Informations et inscriptions : <mailto:RFAS-DREES@sante.gouv.fr>
